

Solidarité. Le Comité du 17 octobre de Toulon plus que jamais présent mercredi sur le parvis de la fac de Droit à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère. Reportage.

Donner de la voix pour ouvrir les yeux

« Pour moi la misère, c'est une galère de tous les jours pour les clochards, les squatteurs, les Roms... d'avoir à faire la manche pour vivre... » a écrit Jean-Louis.

Plus loin : « Pour moi la misère, c'est ma tête qui tremble toute seule à cause de la peur et du stress. Mais aussi le bonjour que je n'ose pas donner à quelqu'un qui est au sol... La souffrance de l'enfance derrière la porte qui s'ouvre et se referme... » Signé VM.

Pour Brigitte, « la solidarité est essentielle pour sauver le monde ».

Comme chaque année les groupes de parole et d'écriture ont livré leur moisson de témoignages choisis affichés sur le parvis de la fac de Droit de Toulon. C'est aujourd'hui la Journée mondiale du refus de la misère. Nous sommes le 17 octobre. Il est 18h00, et le rassemblement commence à se constituer.

Les mots pour le dire.

« Là où les hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. Surtout pour les faire respecter est un devoir universel... » commence au micro Armelle Chretien, la présidente du Comité du 17 octobre, en reprenant les propos de Joseph Wrómski, le fondateur d'ATD Quart Monde.

Marie-Béatrice, bénévole pour les Petits frères des pauvres, vient lire ensuite le récit d'autres ga-

lères - certains auteurs sont présents mais ne souhaitent pas se primer publiquement. Le thème s'est appuyé pour mettre en mots les maux : « La misère est une violence. » Parmi les termes qui reviennent en boucle : la discrimination, l'indifférence, la marginalisation, le mépris. Mais aussi le sentiment d'abandon, de vulnérabilité et de honte. « Pour eux la misère, c'est la mise à terre... »

« Ne pas oublier que nous sommes des êtres humains... » écrit-il. Jean-Jac, un ancien SDF toulonnais, intervient pour dire que « la misère c'est très dur à supporter et ça peut mener au suicide ».

« Venez vivre dehors et vous verrez ce que c'est que la violence, la détresse et la peur. Dans la vie, j'ai des hauts et des bas. En ce moment je suis au plus bas », déclare un autre. Il n'a, lui, visiblement pas encore rompu avec la rue et ses propres démons.

« Dans le Var, 20 des 24 communes ne respectent pas leurs obligations en termes de logement social... » pouvait-on lire sur les panneaux pédagogiques apposés, pour l'occasion devant la fac de Droit. Comme quoi, refuser la misère et l'insupportable ça passe aussi par réclamer le bon respect de la loi. La lutte continue, donc.

THÉRRY TOMPIN

Une « autre » 17 octobre

■ François Nadrins, pour la Ligue des Droits de l'Homme, a également pris la parole un peu plus tard pour lire un texte d'ATD Quart Monde et rappeler un drame survenu justement un « fameux » 17 octobre. Une date anniversaire qui n'osait jusqu'à présent dire son nom.

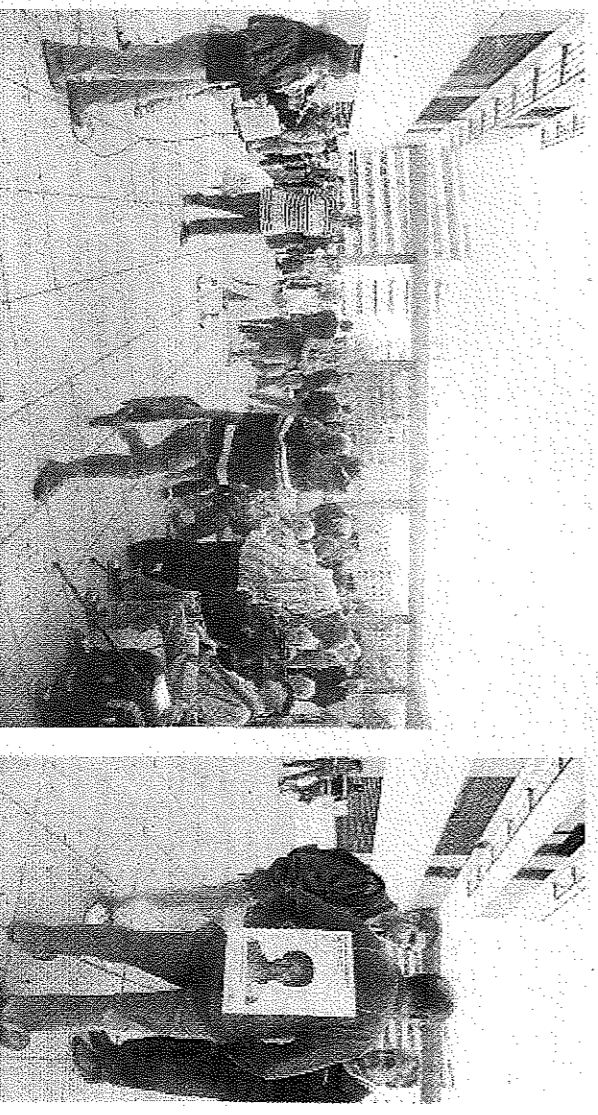
« Le 17 octobre 1961, la manifestation organisée à Paris pour protester contre le couvre-feu imposé à la population des "Français musulmans d'Algérie" a été violemment réprimée par les forces de l'ordre. Il y eut beaucoup de blessés parmi les manifestants, un grand nombre d'entre eux projetés dans la Seine ou contraints d'y plonger pour tenter d'échapper au massacre. La plupart de ceux-ci périrent noyés.

Par la suite, tout fut organisé pour plonger les habitants de notre pays dans l'ignorance et pour dissimuler les atrocités qui eurent lieu cette nuit-là. A telle enseigne que lorsqu'en 1987, le Mouvement ATD Quart Monde a appelé les défenseurs des Droits de l'Homme de tous pays à se rassembler sur le parvis de la Liberté et des Droits de l'Homme à Paris, le 17 octobre, pour l'inaugur-

ration d'une dalle à l'honneur des victimes de la misère, nous le fîmes sans bâter le lien avec les victimes du drame de 1961. Nous le regrettons. C'est pourquoi aujourd'hui, en cette cinquantième année de mémoire, nous voulons saluer les personnes et les organisations qui depuis des années inlassablement ont voulu que les morts de la nuit noire du 17 octobre 1961 ne soient plus occultés par l'histoire collective. Nous voulons rendre hommage aux habitants des bidonvilles et des cités d'urgence de la région parisienne qui se risquent dans cette manifestation à l'appel du mouvement de résistance et affirmer notre solidarité avec les familles qui ont perdu leurs proches dans la violence et le mépris... »

Un texte qui date de 2011 mais qui conservait toute son actualité au moment où François Hollande déclarait dans un communiqué : « Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes. »

T.T.



Le Comité s'efforce de donner la parole aux sans voix et de la susciter réflexion et l'engagement. T.T.